

ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

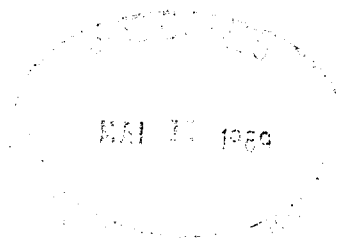
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 143

**Loi modifiant la Loi sur la
Communauté urbaine de Montréal,
la Loi sur le ministère des
Transports et la Loi sur les
transports**

Présentation

**Présenté par
M. Marc-Yvan Côté
Ministre des Transports**



**Éditeur officiel du Québec
1989**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi accorde de nouveaux pouvoirs à la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal et au ministre des Transports en matière de transport ferroviaire afin d'assurer le maintien et le développement des services de trains de banlieue.

Il prévoit expressément le retrait de subventions en matière de transport lorsque les conditions et modalités d'attribution ne sont pas respectées et il assure la validité de dispenses données par le ministre et d'autorisations de dépenses faites par la Société.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2);
- Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28);
- Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12).

Projet de loi 143

Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal, la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur les transports

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

LOI SUR LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

1. L'article 289 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Lorsqu'un tel contrat prévoit que le service est effectué en tout ou en partie par chemin de fer, il doit être approuvé par le ministre des Transports. ».

2. L'article 291.1 de cette loi est modifié par le remplacement de « ou un transporteur scolaire » par « , un transporteur scolaire ou une compagnie de chemin de fer ».

3. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 291.30.1, du suivant :

« **291.30.2** Malgré les deuxième et troisième alinéas de l'article 291.28 et l'article 291.30, le ministre des Transports peut, aux conditions qu'il détermine, dispenser la Société de procéder par voie de soumissions pour accorder un contrat d'exploitation de tout ou partie d'un service de trains de banlieue ou un contrat pour l'achat, la location, la réalisation, la réparation, la réfection ou l'entretien de matériel roulant ferroviaire ou de tout ouvrage mobilier ou immobilier, y compris une installation ou une infrastructure, reliés à l'exploitation d'un tel service. ».

4. L'article 291.33 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Dans ce cas, il n'a pas à obtenir le certificat du trésorier visé à l'article 306.13, mais il doit déposer un rapport motivé au conseil d'administration de la Société et au Conseil à la première assemblée qui suit; lorsqu'il s'agit d'un contrat visé à l'article 291.30.2, il transmet une copie du rapport au ministre des Transports. ».

LOI SUR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS

5. L'article 11 de la Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28) est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Il peut aussi, avec l'autorisation du gouvernement et aux conditions que celui-ci détermine dans chaque cas, pour le maintien ou l'établissement d'un service de trains de banlieue, acquérir un bien ou conclure un contrat pour la réalisation d'un ouvrage mobilier ou immobilier, y compris une installation ou une infrastructure, et les céder à un organisme public de transport en commun, un conseil intermunicipal de transport ou une municipalité. ».

LOI SUR LES TRANSPORTS

6. L'article 4 de la Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12) est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Il peut retenir, annuler ou diminuer le montant de tout ou partie des subventions d'un bénéficiaire qui ne respecte pas une condition ou une modalité établie pour l'attribution d'une subvention. ».

DISPOSITIONS DIVERSES

7. Les autorisations de dépenses, visées aux articles 291.34 et 306.13 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) et accordées avant le 1^{er} janvier 1990, ont et ont toujours eu effet même si aucun certificat du trésorier de la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal n'atteste la disponibilité de crédits suffisants.

8. Sont validées les dispenses accordées par le ministre des Transports à la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal de procéder par voie de soumissions pour accorder les contrats de la nature de ceux visés à l'article 291.30.2 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal; tout contrat faisant ainsi l'objet d'une dispense peut et a toujours pu être conclu de gré à gré, sous réserve des conditions déterminées par le ministre, le cas échéant.

9. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).